

DONNER AUX CONSOMMATEURS LES MOYENS DE FAIRE DES CHOIX ALIMENTAIRES SAINS ET DE SOUTENIR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES



MESSAGES CLÉS

La sécurité sanitaire des aliments est la responsabilité de chacun, à l'égard de laquelle nous jouons tous, consommateurs, un rôle important.

Du fait de la complexité de la salubrité alimentaire, les consommateurs doivent avoir accès en temps utile à des renseignements clairs et fiables sur les risques nutritionnels et les risques de maladie associés à leurs choix alimentaires.

Il faut utiliser les outils de communication traditionnels et nouveaux pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments grâce à une plus grande transparence et à un dialogue et une coopération efficaces.

Dans le monde changeant d'aujourd'hui, pour pouvoir faire des choix alimentaires sains et contribuer à la viabilité à long terme des systèmes alimentaires, les consommateurs doivent entretenir avec les pouvoirs publics une relation fondée sur la confiance et la compréhension mutuelles.

L'engagement des consommateurs peut conduire à l'émergence de systèmes alimentaires plus forts et plus durables, et à une meilleure réglementation.

INTRODUCTION

L'alimentation est une chose personnelle: elle reflète notre culture, nos modes de vie, nos valeurs et notre pouvoir d'achat. Elle est aussi essentielle à notre survie, et détermine en grande partie notre état de santé et de bien-être. Aujourd'hui, dans le contexte de mondialisation et d'urbanisation rapide, notre alimentation est en train de changer. Les systèmes alimentaires changent et deviennent de plus en plus complexes, ce qui a tendance à créer de l'incertitude et de l'inquiétude chez nous, consommateurs. Il est essentiel que les représentants de la société civile et les pouvoirs publics réfléchissent à la façon dont ils communiquent avec les consommateurs afin de «démystifier» le système alimentaire mondial, de comprendre les points de vue et les préoccupations des consommateurs, de fournir des informations fiables pour orienter vers les consommateurs de bons choix alimentaires, et de créer les conditions permettant l'apparition d'un dialogue constructif et d'une relation de confiance.

Il est admis que les aliments insalubres et les choix alimentaires nocifs contribuent fortement à la charge mondiale de morbidité. Nos comportements de consommation peuvent atténuer ou exacerber les risques inhérents à la mauvaise alimentation. Les consommateurs informés sont disposés à consommer davantage d'aliments nutritifs, à condition que ceux-ci soient abordables et disponibles, mais il est plus difficile de les convaincre d'éviter les aliments mauvais pour la santé. Les pouvoirs publics, les groupes de la société civile et les acteurs

progressistes de l'industrie alimentaire ont tous intérêt à orienter les choix des consommateurs de façon à aller vers le meilleur état de santé possible.

Les consommateurs ont le pouvoir de changer les choses. De plus en plus de personnes considèrent que leurs choix alimentaires influent non seulement sur leur propre santé, mais aussi sur celle des générations futures et de la planète, et elles s'intéressent notamment aux conséquences de ces choix pour le changement climatique. En transformant cet intérêt collectif en action, nous pouvons donner à un plus grand nombre de consommateurs les moyens de faire des choix alimentaires qui soient bons pour leur santé et leur bien-être ainsi que pour le monde dans lequel nous vivons. Les outils d'information ont connu une révolution ces dernières années, et l'internet et les médias sociaux sont devenus d'importantes sources d'information, mais aussi de désinformation. Les outils traditionnels d'information des consommateurs sur les aliments et les risques – tels que l'étiquetage, les brochures, les émissions de radio et de télévision et les ateliers – peuvent être complétés par des outils de communication innovants, qui permettent également le dialogue et la participation des consommateurs, améliorent la transparence et la responsabilisation et facilitent l'apprentissage et le changement de comportement.

La confiance des consommateurs dans les autorités de réglementation et dans la gestion des systèmes alimentaires est plus importante que jamais, compte tenu des défis qui nous attendent en matière de durabilité et des innovations qui se profilent.

IMPLIQUER DAVANTAGE LES CONSOMMATEURS DANS LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS: QUELQUES ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

1. DONNER AUX CONSOMMATEURS LES MOYENS D'AGIR: UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

La sécurité sanitaire des aliments est la responsabilité de chacun, et impliquer effectivement les consommateurs sur cette question est une tâche énorme, qui nécessite l'intervention de plusieurs parties agissant de façon complémentaire. Au côté des pouvoirs publics, les associations de

consommateurs, les autres groupes de la société civile et les milieux universitaires ont un rôle important à jouer dans la création des conditions grâce auxquelles les consommateurs seront à même de faire des choix alimentaires sains dans le cadre de



systèmes alimentaires durables et seront encouragés à faire ces choix. Les médias, et de plus en plus les médias sociaux, ont également un rôle important à jouer dans la transmission des informations, et il faut mettre en place des mécanismes pour garantir que ces informations soient aussi exactes et utiles que possible.

2. L'ÉVOLUTION DES RÉGIMES ALIMENTAIRES ET LE TRIPLE FARDEAU DE LA MALNUTRITION NÉCESSITENT UNE ACTION

L'évolution des régimes alimentaires s'explique notamment par l'urbanisation, la mondialisation et l'évolution des systèmes de commercialisation. Les choix posés lors des achats alimentaires sont complexes, motivés par des valeurs et limités par des contraintes économiques et géographiques ainsi que par l'insuffisance des connaissances. Lorsqu'ils choisissent leurs aliments, les consommateurs prêtent attention non seulement au prix et à la teneur en calories, mais aussi, selon des degrés divers, à la variété, à la fraîcheur, à la durabilité de la production, à la sécurité sanitaire, aux bienfaits pour la santé et à d'autres pressions normatives. Les décideurs dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé publique doivent absolument être conscients de l'évolution des modes d'alimentation et de leurs implications pour la santé et le bien-être. L'obésité n'est plus un phénomène de pays «riches»: elle est largement reconnue comme une épidémie mondiale qui touche tous les continents et toutes les classes sociales. L'évolution des régimes alimentaires, voire la «commercialisation non traditionnelle d'aliments traditionnels», peut aussi engendrer de nouveaux risques pour la salubrité alimentaire qu'il faut gérer efficacement pour les réduire autant que possible. Dans certains pays en développement, les mauvaises conditions d'assainissement et l'insuffisance des infrastructures dans les zones urbaines à faible revenu peut également entraîner une exposition à un risque d'insalubrité alimentaire. On soulignera en outre que la

pauvreté augmente le risque de faire des choix alimentaires nocifs.

Pour changer les comportements, il est essentiel de comprendre les lacunes dans les connaissances et les facteurs sociaux et économiques qui influent sur les choix alimentaires des consommateurs. La création des conditions propices à l'évolution des comportements passera par l'obtention d'éléments factuels solides, la mise en place de politiques éclairées en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition et la prise en compte systématique de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition dans les politiques d'investissement agricole et d'investissement au sens large.

3. COMPRENDRE LES DANGERS ET LES INCERTITUDES LIÉS À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS À MESURE QUE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES GAGNENT EN COMPLEXITÉ

Dans un environnement commercial multilatéral où les normes harmonisées et les approches de la réglementation universellement acceptées sont essentielles à l'efficacité et à la sécurité des échanges, tout le monde s'accorde à dire que les normes de sécurité sanitaire des aliments doivent être fondées sur des données scientifiques. Il est également généralement admis que les consommateurs sont des partenaires clés dans les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments et qu'un dialogue constructif entre les autorités de réglementation et les consommateurs est non seulement utile, mais nécessaire. Comment les autorités de réglementation peuvent-elles jeter un pont entre ces deux aspects essentiels du contrôle des produits alimentaires? La difficulté de cette tâche tient à plusieurs éléments. Premièrement, les sciences de la sécurité sanitaire des aliments sont complexes et les experts ont souvent du mal à communiquer aux non-experts les décisions concernant l'évaluation des risques. Deuxièmement, les experts et les consommateurs ont souvent des perceptions

différentes du risque. Troisièmement, le dynamisme du système alimentaire et des technologies connexes exacerbe les défis: les techniques d'analyse révèlent des traces infimes de contaminants jusqu'alors non détectés; des informations sur la salubrité alimentaire et les contaminants – plus ou moins crédibles – sont facilement accessibles au grand public; et l'on trouve sur le marché des aliments produits loin, à plusieurs endroits, par des moyens innovants et avec de nouveaux ingrédients.

Pour relever ces défis, de nombreux acteurs doivent déployer des efforts concertés. Les scientifiques doivent s'améliorer s'agissant d'aborder et d'expliquer clairement l'incertitude qui entoure les risques. Les décideurs doivent rester au fait de l'évolution des systèmes alimentaires et adapter les réglementations en conséquence, en assurant la transparence tout au long du processus, en particulier en ce qui concerne les jugements de valeur. Les groupes de la société civile et d'autres intermédiaires doivent enrichir le dialogue et aider les consommateurs à comprendre les questions clés, compte tenu de leur méconnaissance des concepts de probabilités et d'incertitudes quantitatives.

4. ÉLABORER DES STRATÉGIES EFFICACES POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DU PUBLIC

Le défi pour les pédagogues et les autorités de réglementation est de trouver des moyens de dépasser la simple transmission de données et des stratégies pour inciter tous les consommateurs à faire des choix alimentaires sains et à soutenir les systèmes alimentaires durables et pour leur donner les moyens de s'engager sur cette voie. Les progrès technologiques et les nouveaux outils et services de communication offrent de nouveaux moyens puissants de faire participer les parties prenantes à un dialogue interactif, et ces nouveaux moyens peuvent compléter les méthodes traditionnelles de communication avec les consommateurs, telles que les médias, les conférences, les réunions et les autres interactions en face

à face. Plus spécialement, ces outils de communication offrent des possibilités de personnalisation poussée et permettent un apprentissage et une découverte interactifs et guidés, par exemple au moyen de la réalité virtuelle ou de simulations. On peut également utiliser les médias sociaux pour inciter le secteur privé et les pouvoirs publics à rendre davantage compte de leurs actions concernant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.

5. EXPLOITER LES FORCES DU MARCHÉ CONCERNANT LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Le secteur privé joue un rôle clé dans la garantie de la sécurité sanitaire des aliments. En effet, la plupart des améliorations apportées en matière de salubrité alimentaire sont survenues lorsque des entreprises ont répondu à la demande des consommateurs qui voulaient des aliments sûrs et authentiques. Aux 18^e et 19^e siècles, les aliments dans les villes à croissance rapide des États-Unis et de l'Europe étaient très souvent contaminés et frelatés. Aujourd'hui, les systèmes alimentaires de ces régions comptent parmi les plus sûrs au monde. Ce changement découle en grande partie de la demande de la population, souvent motivée par la publicité faite autour de pratiques problématiques. Des études ont montré que les consommateurs étaient tout à fait disposés à payer pour des aliments plus sûrs, lorsqu'ils ont confiance dans l'origine, l'étiquette ou la marque de l'aliment. On comprend par contre moins bien comment exploiter la demande de sécurité des consommateurs sur des marchés de masse où les chaînes d'approvisionnement sont fragmentées et où l'information – sur les origines et la

qualité des aliments – est manquante ou peu fiable. On utilise aujourd'hui beaucoup des mécanismes faisant intervenir des tiers pour garantir les caractéristiques des aliments, y compris leur sécurité sanitaire, en particulier pour les entreprises qui exportent des denrées alimentaires et pour accéder à des segments lucratifs des marchés intérieurs. Ces dernières années ont vu la tenue de discussions constructives sur l'utilisation de mécanismes de ce genre dans le contexte du contrôle officiel des denrées alimentaires, et la Commission du Codex Alimentarius examinera en juillet 2019 un projet de directives à ce sujet. Il existe un large consensus sur le fait que l'utilisation de ces mécanismes ne doit en aucun cas marginaliser le rôle des autorités, mais plutôt faciliter la mise en œuvre des politiques de salubrité alimentaire et aider les autorités à concentrer leurs efforts là où ils sont le plus nécessaires. Compte tenu des coûts en jeu, les systèmes «mondiaux» favorisent la sécurité sanitaire des aliments seulement dans les segments de marché à plus forte valeur ajoutée, mais de nombreux pays mettent au point des systèmes nationaux de certification qui peuvent contribuer à améliorer les pratiques en la matière de manière plus générale dans les chaînes d'approvisionnement nationales. Il y a de bons et de mauvais exemples de l'application de cette approche. D'autres mesures appropriées des pouvoirs publics peuvent également donner aux consommateurs les moyens d'exiger des aliments plus sûrs et la création des chaînes de valeur nécessaires pour les fournir. En améliorant la transparence, en faisant en sorte que les acteurs répondent davantage de leurs actes et en accroissant la performance, on pourra renforcer la confiance dans le système alimentaire et permettre à celui-ci de mieux contribuer à la réalisation des objectifs nutritionnels, sanitaires et économiques.

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Transformer les connaissances en action pour les populations, les économies et l'environnement



ADDIS ABABA les 12 et 13 Février 2019

Première Conférence internationale FAO/OMS/UA sur la sécurité sanitaire des aliments

GENEVA les 23 et 24 Avril 2019

Forum international FAO/OMS/OMC sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce

CONTACTS

FAO
Unité Sécurité sanitaire et qualité des aliments, Rome (Italie)
food-quality@fao.org

OMS
Département Sécurité sanitaire des aliments et zoonoses, Genève (Suisse)
foodsafety@who.int



Certains droits réservés. Œuvre disponible sous licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

